



qui domine la crypte et le tombeau de l'Empereur. — Phot. Keystone.

dites à moins que, pour chaque cas d'espèce, le parlement n'en décide autrement. Comme la loi n'a pas d'effet rétroactif, l'élection bruxelloise du 11 avril aura lieu, mais elle sera la seule. En outre, le président du Conseil, M. Van Zeeland, qui n'était jusqu'ici ni sénateur, ni député, a résolu d'opposer sa propre candidature à celle de M. Degrelle, comme porte-drapeau du gouvernement tripartite, et obtenu des trois partis gouvernementaux l'assurance qu'ils s'abstiendraient de mettre en ligne des candidats personnels. Toute division de la coalition sera ainsi évitée.

LES DÉPLACEMENTS DE M. SANDLER

M. Richard Sandler, ministre des Affaires étrangères de Suède, s'est rendu tour à tour, la semaine dernière, à Londres et à Paris, où il a eu des entretiens avec M. Eden et M. Yvon Delbos. Depuis cinq ans qu'il dirige la politique extérieure de son pays, M. Sandler a joué dans les affaires internationales, et notamment à Genève, un rôle important. Il est un des animateurs de la politique de neutralité des Etats scandinaves, dangereusement placés entre le communisme soviétique et le national-socialisme allemand. Cette neutralité, qui est un gage de paix, n'implique pas toutefois que ces Etats restent indifférents aux grandes questions européennes, et ils sont au contraire ardemment attachés à l'idée de la sécurité collective dans le cadre et l'esprit de la Société des Nations. Ces principes sont aussi ceux de l'Angleterre et de la France. Au moment où une fièvre de réarmement agite l'Europe et où l'on travaille à mettre sur pied de nouveaux accords de sécurité, il était naturel qu'un des représentants les plus qualifiés des Etats nordiques vint prendre contact avec les deux grandes puissances dont la politique a toujours été une sauvegarde pour l'indépendance des petites nations.

LE CHANCELIER AUTRICHIEN A BUDAPEST

Le chancelier fédéral d'Autriche, M. von Schuschnigg, s'est rendu à Budapest le 19 mars et il a eu dans la capitale hongroise des conversations importantes. A leur issue, un communiqué a été publié, soulignant la parfaite identité de vues des deux gouvernements sur la situation internationale et rappelant que leur collaboration amicale doit se poursuivre dans l'esprit des protocoles de Rome. Un télégramme chaleureux a d'ailleurs été adressé à M. Mussolini. Les interlocuteurs austro-hongrois ont tenu aussi à exprimer leur désir d'améliorer leurs relations avec les autres Etats de la région danubienne, ce qui implique un rapprochement avec la Tchécoslovaquie. Cette politique concertée constitue un acte d'indépendance à l'égard de l'influence nationale-socialiste. Il y a quelque chose de changé en Hongrie depuis la disparition du général Goemboes. La tentative de putsch nazi, que le gouvernement fit avorter au début de ce mois, en est la preuve. Quant à l'Autriche, malgré l'accord qu'elle a conclu le 11 juillet 1936 avec l'Allemagne, elle tend de plus en plus à se dégager de Berlin. C'est le sens qu'on attribue à une mesure que le chancelier von Schuschnigg a prise dès son retour à Vienne : il a obtenu du président de la République que le ministre de la Sécurité, M. von Neustaedter-Stürmer, fût relevé de son poste et il a assumé lui-même la charge de la sécurité en s'adjoignant comme secrétaire d'Etat M. Stubl, préfet de police de Vienne, homme énergique et connu pour sa fidélité au chancelier et au régime existant. Or, M. von Neustaedter-Stürmer passait pour être sympathique aux nationaux-socialistes. Ce remaniement ministériel traduit de la part du chancelier fédéral la ferme intention de maintenir contre toute ingérence l'indépendance autrichienne. — R. L.

L'ENERGIE FRANÇAISE

PRÉVOIR ET PERSÉVÉRER

par GABRIEL HANOTAUX

Le courrier que je reçois au sujet de mes récents articles prouve à quel point l'opinion est émue par les sujets que j'ai abordés ; mais il provoque aussi, de ma part, quelques observations.

On me demande, par exemple, ce que j'entends par ces mots : *l'Energie française*. En les employant, j'ai visé cet état d'esprit historique qui, se proposant la formation et la consolidation de notre unité nationale, a porté le peuple français et nos meilleurs gouvernements à subordonner, quand il le faut, les intérêts particuliers à l'intérêt général.

Exemple : Jules Ferry eut, en son esprit profond, une vision extraordinaire et, pour ainsi dire, prophétique de ce que serait le monde industrialisé, avec des distances abrégées ; il eut, en même temps, l'intuition des périls auxquels se trouveraient exposés les pays de vie moyenne et de prospérité tranquille, comme la France. Et il comprit soudain qu'il était nécessaire et urgent d'adjoindre à la France européenne de nouveaux territoires extérieurs, dont les produits différents permettraient des échanges abondants et ouvriraient des marchés élargis : « La politique coloniale, disait-il, est la fille de la politique industrielle. Tout le monde aujourd'hui veut tisser, forger, distiller. Préparons-nous à cette concurrence universelle. » Il prévoit le chômage, les portes fermées, la vie douloureuse ; il supplie les Chambres et le pays de parer à ce danger pendant qu'il en est temps. On l'écoute, on le suit ; mais on lui en veut. Finalement, on le renverse, en pleine exécution, sur un accident de troisième ordre. Il meurt impopulaire. Mais il n'en a pas moins jeté les bases de cet empire colonial qui seul (seul, entendez-vous — voyez les statistiques) soutient en ce moment notre commerce extérieur et notre modeste activité métropolitaine. La vie de Jules Ferry est un modèle d'énergie française.

Autre exemple : Marchand, avec 250 hommes, traverse l'Afrique et arbore le drapeau français à Fachoda... Fachoda, quel désastre ! Fachoda, la plus grande épreuve imposée à la France après la guerre de 1870 ! A Fachoda, l'Angleterre a obtenu la voie libre pour le fameux « Cap au Nil ». Mais la France ? Eh bien, voyons les faits ! La convention de juin 1898, conclue en pleine marche de la mission Marchand et alors que celle-ci pesait sur la grande négociation africaine, a reconnu à la France toute l'Afrique occidentale depuis Alger jusqu'à la frontière sud du Congo ; elle a consacré, ainsi, cette grande possession équatoriale, réceptacle de matières premières et de populations laborieuses, sans lesquelles nous ne pourrions ni vivre, ni nous défendre. Résultat magnifique obtenu par la marche audacieuse de ces 250 hommes. Comparez à ce qu'ont coûté à d'autres pays leurs entreprises coloniales ! Seulement, les gouvernements français avaient su prévoir et se taire. Tandis que les passions non averties donnaient de la voix, Ferry et Marchand se mordaient les lèvres, faisant appel, en leur cœur, à la justice de l'histoire.

Je continue à passer en revue quelques-unes des lettres qui me sont parvenues. Certaines confirment mon point de vue et m'apportent des éléments d'information d'une bien haute valeur. Une maison d'importance considérable, placée à la tête de la grande industrie française, occupant des milliers d'ouvriers qui n'ont eu avec elle nul dissentiment à propos des salaires ou de leur travail, une maison qui soutient de son effort continu l'exportation française sur les mers et sur les continents, m'écrit

que, par suite de l'économie dirigée qui soi-disant nous dirige, les pays étrangers qui étaient ses clients ont rompu toutes relations avec elle. Les gouvernements et les sociétés ont annulé des commandes dépassant les centaines de millions. Nos fourneaux sont éteints, notre main-d'œuvre se croise les bras, nos inventions sont inutilisées, nos progrès, réguliers depuis des années, sont subitement bloqués.

Je reçois aussi des observations tendant à défendre le système actuel. Des correspondants, qui sont, d'ailleurs, des gens d'esprit — ce n'est jamais l'esprit qui manque à nos Français — m'écrivent : « Vous citez l'exemple du commerce des chapeaux de femme pour autoriser votre formule « petit tonnage, gros » bénéfice ». Mais tout le monde ne peut pas faire des chapeaux de femme ! » C'est vrai ! Permettez-moi de faire observer, cependant, que, dans mon article consacré à la diminution de notre exportation, j'avais visé non seulement nos modes, mais nos vins, nos primeurs, nos soies, nos laines, nos automobiles, nos livres, et je pourrais ajouter à ma triste énumération bien d'autres articles. Je n'ai pas parlé des robes (tout le monde ne peut pas faire des robes ; mais il n'est pas inutile de trouver à qui les vendre quand on sait les faire) ; je n'ai pas parlé des meubles, des objets de collection, si grand commerce et si profitable ; je n'ai pas parlé du tourisme qui, à lui seul, sauverait, peut-être, notre balance commerciale (tout le monde n'est pas hôtelier, mais tout le monde profite de l'argent dépensé par les gens qui descendent dans les hôtels, par exemple les transports, les théâtres, les marchands de comestibles, les marchands de vin) ! Tout le monde ne vend pas des bijoux et des diamants ! Mais le commerce de luxe est celui qui appelle les clientèles riches. Quand l'or roule, tout le monde en profite.

Justement, mon correspondant est marchand de vin ! eh bien, le vin était ma préoccupation principale quand j'écrivais mon article. Le vin, savoureuse propagande française ! Il avait la première place dans les traités de commerce que je rappelle et qui ont été conclus sous la présidence et avec le concours d'un homme qui n'a jamais passé pour un ignorant de la terre française, M. Méline. Or, puisqu'il s'agit de nos régions viticoles, je ne puis pas ne pas remarquer que, depuis que nous appliquons le système de l'autarchie, le commerce des vins a gravement périéclité. Les pays les plus riches du monde (je m'abstiens de les nommer) se sont barricadés contre nos barriques. Ne voyez-vous pas combien est grand le préjudice porté à nos régions productrices ? Si l'on trouve, dans ces régions, qu'il est bon de continuer à ne pas vendre, pourvu que les autres commerces ne fassent pas d'affaires et que les chapeaux de dame ne se vendent plus, tout de même, drôle de calcul ! En nuisant aux intérêts généraux on ne sauve pas les intérêts particuliers. C'est la politique de la sardine rejetée à la mer. Elle est juste le contraire de ce que j'appelle l'*Energie française*.

Je reviens au fond de mon sujet. Mon expérience personnelle, qui remonte donc à des temps d'une incontestable prospérité, ne me pousse nullement — j'insiste sur ce point — à réclamer la liberté du commerce ; je désire seulement que de bons traités de commerce établissent une juste balance entre tous les intérêts nationaux et les divers intérêts professionnels, dans des arrangements mûrement étudiés avec le commerce universel. On n'entend plus, en ce moment, que les clameurs des particuliers. Cher Français, toujours si prompt à tempêter, à critiquer, à t'insurger contre toi-même, permets-moi de faire entendre la voix de tes concitoyens qui — que tu le veuilles ou non — font groupe avec toi !

Je demande que des compétences reconnues soient convoquées et rapprochées pour délibérer en commun, apprécier et combiner les revendications de tous et de chacun. Voyez ce qui vient de se produire en matière financière. Après avoir beaucoup pataugé, on a recouru à des conseillers qualifiés et ayant fait leurs preuves. L'emprunt a été lancé avec des garanties et selon des modalités nouvelles. On a agi comme avant agi en 1871 M. Thiers, qui a conquis ainsi le glorieux titre de « libérateur du territoire ». Mêmes méthodes, mêmes résultats ! Succès surprenant, inouï !

Je demande qu'on fasse de même maintenant pour sauver notre exportation que l'autarchie a réduite à rien. Je demande que des hommes sachant prévoir soient aussi réunis, écoutés, pour agir et soutenir nos affaires. Prévoir et persévérer, c'était la devise de ces grands hommes dont je citais les noms qui ont su dominer, de leur clairvoyance, de leur courage, la clabauderie des appétits particuliers, des calculs suspects et des incompétences notoires. Ils furent blâmés, écartés, impopulaires ! Oui ! Ils n'en ont pas moins été de grands bienfaiteurs, de bons serviteurs du pays — les maîtres incontestés de l'*Energie française*.

GABRIEL HANOTAUX,
de l'Académie française.

LA GUERRE D'ESPAGNE

L'offensive entreprise par les nationalistes dans le secteur de Guadalajara et qui avait pour objet de couper la dernière route de communication de Madrid avec Valence par Guadalajara et Cuenca a, depuis le 15 mars environ, subi un temps d'arrêt. Le quartier général Franco attribue cette interruption momentanée aux conditions atmosphériques, beaucoup plus gênantes pour les assaillants que pour leurs adversaires, dont elles facilitent, jusqu'à un certain point, la tâche de défense. Mais les gouvernementaux affirment que ce sont leurs contre-attaques victorieuses qui ont empêché les troupes nationalistes de progresser davantage et qui les ont même obligées à abandonner une partie du terrain conquis et à se replier sur des positions plus rapprochées de leurs bases de départ. Comme d'habitude, il n'est guère possible de dégager la vérité de ces informations contradictoires. Ce qui paraît certain, c'est que les combats dans ce secteur ont été extrêmement violents et meurtriers pour les uns et pour les autres. Selon un communiqué d'Avila, l'offensive nationaliste, après une attaque compacte, s'était bientôt divisée en trois colonnes. Celle du centre, opérant sur la route d'Aragon, qui facilitait les évolutions des éléments motorisés, réalisa une avance foudroyante jusque devant Trijuque, où la poussée dut être suspendue, la route passant entre des hauteurs en possession de l'ennemi. La colonne de droite, suivant le rio Henares, fut celle qui rencontra les plus grandes difficultés en raison de la configuration du terrain, où le mauvais temps se fit le plus sentir. Les positions occupées sont très fortes et peuvent résister aux contre-attaques. Quant à la colonne de gauche, évoluant dans la vallée du Tajuna, elle a atteint Brihuega, puis s'est reportée sur les hauteurs situées au nord de cette localité. Ces indications officielles, qui datent du 21 mars, laissent entendre malgré tout qu'un recul a été opéré. Les gouvernementaux énumèrent d'ailleurs longuement les villages qu'ils auraient repris. L'avance nationaliste, qui avait été d'une cinquantaine de kilomètres au delà de Sigüenza, paraissait réduite, au début de cette semaine, à une trentaine.

Il s'est confirmé que, dans les rangs des nationalistes, combattent de nombreux Italiens et le gouvernement de Valence a même publié le texte d'un message qui leur aurait été adressé par le Duce, au cours de sa traversée pour se rendre en Libye. Du côté italien on persiste à dire qu'il ne s'agit nullement de troupes régulières, mais seulement de volontaires, et l'on fait remarquer que s'il y a des étrangers dans l'armée Franco il s'en trouve plus encore dans les rangs des gouvernementaux. Néanmoins, les derniers débarquements de ces « volontaires » italiens sont postérieurs au 20 février, date à laquelle ils devaient cesser.

Dans l'ordre diplomatique, on peut mentionner la divulgation d'une note que le gouvernement de Valence aurait fait tenir le 9 février à ceux de Paris et de Londres, leur offrant, en échange d'une

collaboration efficace, certains avantages matériels et particulièrement, en ce qui concerne la France, des « ajustements territoriaux » en Afrique du Nord, autrement dit une cession possible du Rif. Ces propositions n'ont évidemment pas été retenues, car elles sont en contradiction avec la politique de non-intervention défendue et adoptée par l'Angleterre et la France.

M. MUSSOLINI EN LIBYE

M. Mussolini a entrepris en Libye un triomphal voyage qui a pris le caractère d'une apothéose sinon de l'impérialisme italien, du moins du nouvel empire que la conquête de l'Éthiopie a fondé.

Le Duce a quitté Gaète le 10 mars, à bord du croiseur *Pola*, faisant coïncider son départ avec des manœuvres navales en Méditerranée. Il était accompagné de l'amiral Cavagnari, sous-secrétaire d'Etat à la Marine, de M. Dino Alfieri, ministre de la Presse et de la Propagande, de M. Alessandro Lessona, ministre des Colonies, et de M. Achille Starace, secrétaire du parti. Le croiseur *Pola*, escorté des croiseurs *Zara*, *Gorizia* et *Fiume*, est arrivé à Tobrouk dans la matinée du 12 mars. L'aviation de Libye s'était portée à sa rencontre et tous les navires ancrés dans la rade le saluèrent de leur artillerie. Le maréchal Italo Balbo, gouverneur de Libye, reçut le chef du gouvernement, qui passa en revue les détachements de la marine, de l'aviation, des carabiniers et des ascaris, ainsi que les formations fascistes nationales et indigènes, visita la ville parmi les acclamations enthousiastes et prit place dans un avion qui le mena directement à Amsest, sur la frontière égyptienne, à 135 kilomètres à l'est de Tobrouk. C'est là qu'il a inauguré la première borne de la grande route littorale de 1.822 kilomètres qui relie désormais la frontière égyptienne à la frontière tunisienne à travers la Cyrénaïque et la Tripolitaine, cette route Mussolini dont *L'Illustration*, dans son dernier numéro, a donné la description. Puis il la parcourut tout entière d'est en ouest, en automobile, s'arrêtant dans tous les villages, où il était acclamé par les colons et les indigènes. A Derna, à Cyrène, à Luigi Razza — village fondé par le ministre des Travaux publics de ce nom, qui trouva la mort en Égypte, dans un accident d'aviation, alors qu'il se rendait en Afrique orientale — à Barce, à Benghazi se renouvelèrent les mêmes démonstrations. Partout les cadis et les chefs religieux saluaient dans le Duce le protecteur de l'islam, et, sans revendiquer proprement ce titre, M. Mussolini, dans tous ses discours, tint à assurer de son appui les musulmans placés sous la loi de Rome. Leur nombre s'est d'ailleurs accru de 5 millions depuis l'annexion de l'Éthiopie.

L'arrivée à Tripoli, le 16 mars, fut entourée d'un appareil extraordinaire. M. Mussolini, en uniforme de caporal de la milice fasciste, était à cheval, entre deux licteurs portant comme dans l'antiquité le faisceau romain, et escorté de cavaliers arabes. C'était le soir et toute la ville était illuminée. Une immense tour métallique de 120 mètres de haut faisait flamboyer en lettres immenses le mot *Duce*. Un groupe de cinq notables musulmans, conduit par le prince Caramali, appartenant à une des plus anciennes et plus illustres familles, apporta le salut de la population arabe. Inaugurant, le lendemain, la foire de Tripoli,



M. Mussolini, à la foire de Tripoli, accueilli par le représentant français.